

MONSIEUR VINCENT AURIOL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
FRANCAISE ET DE L'UNION FRANCAISE.

.....

Les Citoyens Français, soussignés, habitant TAHITI et ses Archipels (EFO), saluant en vous le Président de l'Union Française, ont l'honneur de signaler à votre haute et bienveillante attention, l'absence d'Assemblée Représentative locale.

Les pouvoirs de l'Assemblée Représentative élu en 1945, ainsi que ceux de sa Commission Permanente, s'étant éteints depuis le 2 mars 1952, les débats tant à l'Assemblée Nationale qu'au Conseil de la République, se sont poursuivis sans pouvoir aboutir avant les vacances parlementaires.

Cette situation met en échec la CONSTITUTION; il importe au plus haut point que le projet de Loi Electorale adopté à l'Assemblée Nationale le 26 février 1952 soit voté dès la rentrée des Chambres.

Rien ne s'oppose à cette solution, car nous avons l'honneur de vous informer qu'un accord vient de se conclure à TAHITI entre les partis et les listes en présence, prévoyant, sans divergences de vue, une Loi Electorale équitable.

Nous nous permettons donc de solliciter de votre haute autorité une prompte intervention pour que :

1^{re} - Les pouvoirs de l'Assemblée Représentative actuelle soient prorogés jusqu'à l'élection de la nouvelle Assemblée Territoriale, sans que pour cela le mandat de l'ancien Sénateur n'en soit pour autant prorogé.

2^{de} - Les élections de la nouvelle Assemblée Territoriale aient lieu dans un proche avenir et, de toute façon, avant la fin de l'année en cours.

3^{de} - L'élection d'un nouveau Sénateur ne soit assurée que par la nouvelle Assemblée Territoriale.

L'intervention d'une prompte décision aura un effet considérable dans le Pays.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République Française, avec notre plus profond respect, l'assurance de notre dévouement indéfectible à nos institutions.

Le Maire de la Ville de Papeete

Alfred POROI

Le Député des E.F.O. à l'Assemblée Nationale,

POUVANAA A OOPA